

La Suisse, si riche

› Selon Caritas, il y aurait 1 million de pauvres en Suisse. Dans le même temps, UBS annonce le plus gros bénéfice jamais réalisé par une entreprise suisse, Roche engrange 6,7 milliards de francs et les profits de Nestlé progressent de 21%

› Si, il y a trente ans, la précarité frappait surtout les personnes âgées, elle touche aujourd'hui surtout les femmes, les enfants et les jeunes

› Le système social suisse fait pour certains figure de modèle à suivre. D'autres mettent l'accent sur ses dysfonctionnements et suggèrent que l'on réinvente notre rapport au travail

he si pauvre

Le chiffre est tombé entre la bûche et le foie gras: selon une enquête publiée par Caritas le 28 décembre dernier, il y aurait aujourd'hui 1 million de pauvres en Suisse, soit une personne sur sept. Depuis, l'UBS a annoncé le plus gros bénéfice jamais réalisé par une entreprise suisse (14 milliards de francs), tandis que Roche engrangeait 6,7 milliards durant le même exercice et que Nestlé annonçait une progression de 21% de ses profits. Comment ces deux réalités peuvent-elles cohabiter? La Suisse est-elle encore un pays riche ou notre économie s'est-elle convertie en trappe à la pauvreté? A ces interrogations, la communauté scientifique est aujourd'hui en mesure d'apporter des éléments de réponse. Suite aux différents travaux engagés tant sur le plan national, qu'au sein de l'Université de Genève, un certain nombre de résultats tangibles sont en effet disponibles quant à la composition des classes défavorisées, au poids psychologique que peut revêtir la précarité ou aux conditions économiques qui favorisent la création de trappes à la pauvreté. Tour d'horizon au-delà de tout parti pris idéologique.

Un million en que

Quelle réalité cachent les chiffres sur la précarité avancés par Caritas? Trois spécialistes de l'université réagissent

Selon l'institution d'entraide Caritas, la Suisse a franchi cette année la barrière symbolique du million de pauvres. Est comprise dans cette catégorie, toute personnes se trouvant sous un seuil de pauvreté établi à 4550 francs de revenus pour un couple avec deux enfants et à 2450 francs pour une personne assumant seule l'éducation de son enfant. Pour arriver à ce chiffre, l'association d'entraide a recoupé les résultats de l'enquête sur la population active suisse de 2003, ceux de la statistique 2004 sur les *working poor* (tous deux établis par l'Office fédéral de la statistique), ainsi que les données de l'Association suisse pour la protection de l'enfant. Largement commentés dans les médias, ces résultats suscitent également des réactions contrastées au sein du monde académique.

Franz Schultheis est directeur du Département de sociologie.

Président du groupe de pilotage du Panel suisse des ménages, il a notamment coordonné un projet destiné à évaluer la mise en œuvre d'une politique de lutte contre la précarité des jeunes dans les pays de l'Union européenne et dirigé une récente recherche sur la maltraitance infantile à Genève (Campus n°79).

«Il est impossible de définir la pauvreté de manière absolue. C'est une notion qui est toujours relative. Les mouvements populistes situés à la droite de l'échiquier politique prétendent par exemple que la pauvreté n'existe pas chez nous, quel est l'apanage des pays sous-développés où sévit encore la famine. Cette façon de voir les choses ignore totalement le fait que c'est le décalage entre le mode de vie de la majorité d'une population et sa partie la plus dému-

nie qui crée le sentiment de pauvreté: on ne peut en effet être pauvre que par rapport à quelqu'un d'autre. D'un autre côté, prétendre qu'il y a un million de pauvres en Suisse, me semble aussi un peu exagéré. La façon de procéder pour arriver à ce chiffre est en tout cas discutable. Le seuil retenu par Carlo Knöpfel, responsable du secteur Etudes de Caritas Suisse, a quelque chose d'arbitraire. Il ne correspond ni aux critères définis par la Conférence suisse des institutions d'action sociale ni à celui qui prévaut au sein de l'OCDE*. En procédant de la sorte, on peut faire dire à peu près n'importe quoi à n'importe quel chiffre. Même si sur le fond le constat posé par Caritas correspond effectivement à une réalité, la démarche devient contre-productive puisqu'elle réduit le débat

à une querelle de chiffres. En revanche, Caritas a annoncé il y a deux ans que la Suisse comptait 10% d'enfants pauvres. C'est un résultat qui me paraît plus plausible et tout aussi scandaleux.»

Yves Flückiger est directeur du Département d'économie politique.

Responsable du Centre national de compétence en économie de la formation professionnelle, il a notamment participé à un projet du FNS sur les relations intergénérationnelles et la pauvreté des enfants, ainsi qu'au PNR 45 consacré aux problèmes de l'Etat social en Suisse.

«Définir le seuil de pauvreté n'est pas chose facile. Il faut tout d'abord comparer des

La gare des Eaux-Vives, février 2006



estion

ménages de tailles différentes ce qui oblige les chercheurs à évaluer le poids de chaque personne supplémentaire sur le budget familial. Il faut définir ensuite un seuil à partir duquel un ménage est considéré comme pauvre. Certains, comme Caritas, proposent de le définir en termes absolus. Mais il faut alors s'entendre pour savoir quel niveau de revenu permet de couvrir les besoins minimums d'un ménage. Des économistes ont été ainsi jusqu'à calculer ce montant en évaluant les dépenses minimales pour acquérir, dans un pays, les calories nécessaires à la survie! Enfin, il y a ceux qui pensent que c'est l'écart à la médiane qui est réellement significatif, manière de voir qui met plutôt l'accent sur les inégalités et le sentiment de "privation". Compte tenu de l'impossibilité de parvenir à un consensus sur ces questions, le mieux que l'on puisse

faire est d'adopter les critères utilisés habituellement par les organisations internationales. Même s'ils ne sont pas parfaits, ils ont au moins le mérite d'être employés à l'échelle internationale. Enfin, le fait de savoir s'il y a un million, 700 000 ou 500 000 pauvres aujourd'hui en Suisse importe moins que de constater que ce chiffre est en progression, et ceci quelle que soit la méthode utilisée pour le mesurer. Sur un sujet aussi grave, nous ne pouvons pas nous permettre de nous voiler la face plus longtemps. Et de ce point de vue, l'étude de Caritas a le mérite de lancer le débat.»

Christoph Conrad est directeur du Département d'histoire générale. Spécialiste de l'histoire com-

parée des Etats providence, il est notamment membre du comité de direction du PNR 51 «Intégration et exclusion» «Je ne veux pas me prononcer sur le chiffre en lui-même qui pourrait être discuté à l'infini. Sur le plan historique, la définition d'un seuil de pauvreté fait depuis toujours l'objet de débats passionnés. D'une part, comme il est difficile de définir clairement ce qu'est la pauvreté, les problèmes de mesure sont infinis. De l'autre, on ne peut raisonnablement plus se référer à un minimum existentiel étant donné nos besoins en matière de culture, de communication ou de participation à la vie de tous les jours. Il est ainsi aujourd'hui légitime de se demander si l'accès à Internet doit figurer dans le panier d'un ménage moyen dans la mesure où c'est devenu un outil incontournable, même s'il y a dix ou quinze ans, c'était un luxe. Enfin, le seuil adopté par Caritas étant proche de la moyenne nationale des salaires, il y a énormément de personnes qui se trouvent juste en dessous ou juste en des-

sous. Une différence de 300 francs de revenu peut ainsi vous faire basculer de plusieurs points de pourcentage. Ce n'est pas non plus par hasard que ce résultat a été annoncé entre Noël et Nouvel An. Il y avait là une volonté manifeste de frapper les esprits et de réveiller les consciences. Caritas est une organisation non étatique qui poursuit ses objectifs propres. Dans ce sens, elle remplit parfaitement son rôle au sein du système social suisse par de telles actions. En Allemagne, c'est également de structures comparables que sont venus les premiers rapports sur le développement de la pauvreté et que l'Etat a aujourd'hui repris à son compte.» ■

* Selon l'Organisation pour le développement et la coopération en Europe, se trouve sous le seuil de pauvreté toute personne dont les revenus sont inférieurs à 50% du revenu médian de la société dans laquelle elle évolue.

«Sozialalmanach 2006. Das Caritas-Jahrbuch zur sozialen Lage der Schweiz, Luzern», Caritas-Verlag, 2005, 264 p.

La précarité en chiffres

- 1 000 000 de personnes se trouveraient aujourd'hui sous un seuil de pauvreté fixé à 4550 francs de revenus pour un couple avec deux enfants et à 2450 francs pour une personne assumant seule l'éducation de son enfant, selon Caritas. Ils étaient 850 000 en 2003, soit une progression de 150 000 personnes en deux ans.
- 450 000 personnes ne recevraient pas l'aide financière ou les prestations complémentaires auxquelles elles auraient droit aujourd'hui en Suisse, selon Caritas.
- 250 000 enfants (soit entre 12 et 15% du total) vivraient aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté selon l'Association suisse de la protection de l'enfant.
- 604 400 personnes, soit 13% des actifs, ne parviendraient pas à subvenir à leurs besoins, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS).
- 196 600 retraités helvétiques peineraient à joindre les deux bouts, selon l'OFS.
- 146 000 chômeurs étaient officiellement recensés en Suisse en novembre 2005.
- Entre 115 000 et 284 000 personnes travaillant 40 heures par semaine ne parviendraient pas à dépasser le seuil de pauvreté, selon le Département fédéral de l'économie et appartiendraient par conséquent à la catégorie des *working poor*.
- La Confédération consacre chaque année près de 130 milliards de francs aux prestations sociales.
- En 1978, le budget dévolu au social par la Ville de Lausanne s'élevait à 7 million de francs. Il atteint 78 millions aujourd'hui.
- A l'échelle de la planète, environ 1,5 milliard de personnes demeurent sous le seuil de «pauvreté absolue» défini par l'ONU, s'efforçant de survivre avec moins d'un dollar par jour.

Quand le travail fait des pauvres

Le durcissement du marché de l'emploi et l'explosion du travail «atypique» ne laissent que peu de chances aux moins bien lotis de tirer leur épingle du jeu économique

Hausse des coûts du logement, augmentation de l'assurance maladie ou accident de vie figurent incontestablement parmi les facteurs qui fragilisent les individus dans nos sociétés. La précarité croissante du marché de l'emploi et la dégradation des conditions de travail restent néanmoins les causes majeures de paupérisation, comme en atteste l'étroite corrélation unissant les indicateurs de pauvreté et de chômage. «Il est relativement rare que la précarité n'ait qu'une seule origine, complète Yves Flückiger, professeur d'économie politique. A la base, le déclencheur peut être un accident de parcours en apparence anodin. Puis, étant donné la fragilité de certaines situations, les choses s'enchaînent et on glisse inexorablement sur une sorte de toboggan. C'est à ce point vrai qu'un événement comme le divorce, qui concernait quand même 44% des couples suisses en 2005, est sur le point de devenir un luxe. A

moins de 7000 francs de revenu, c'est en effet une procédure qui conduit souvent à la création de deux ménages précarisés. Fermer ce genre de trappe à la pauvreté constitue indiscutablement un enjeu crucial pour la politique économique suisse dans les prochaines années.»

L'erosion des bas revenus

Directeur de diplôme en travail social à l'Université de Neuchâtel et chargé de cours à l'Université de Genève, Stéphane Rossini a conduit une étude qui confirme le schéma de cette descente aux enfers: les conditions d'emploi atypiques dues à la flexibilité du marché du travail induisent un développement des bas salaires. Les emprunts se succèdent alors, puis viennent les factures impayées, les rappels, les poursuites. N'étant pas conçues pour intervenir dans des situations d'urgence, les institutions sociales peinent à enrayer le processus, ne parvenant souvent pas à éviter que des épisodes de précarité ponctuelle se transforment en pauvreté durable.

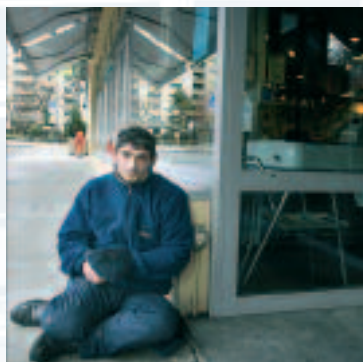
«Dans l'ensemble des pays développés, le revenu moyen des personnes se situant au bas de l'échelle salariale s'est érodé depuis quelques décennies, explique Jean-Marc Falter, du Laboratoire d'économie appliquée. Dans un contexte de mondialisation de l'économie et de très fort développement technologique, la demande pour les tra-

A moins de 7000 francs de revenu, le divorce est devenu un luxe

vailleurs à faible qualification a baissé parce qu'on ne produit plus la même chose qu'il y a trente ans. Conséquence: alors que la génération précédente pouvait prétendre vivre avec un revenu correct en étant au bas de la hiérarchie sociale, ce n'est souvent plus possible aujourd'hui.»

Et si les petites mains ont la vie dure, les classes moyennes ne sont pas épargnées pour autant. Pour être conforme aux attentes du marché, le salarié du XXI^e siècle doit en effet se montrer compétent, flexible et capable de se former tout au long de sa vie. Manager de ce capital qui se gère comme une petite entreprise personnelle, l'employé d'aujourd'hui vit à court terme, jonglant de plus en plus fréquemment avec des projets temporaires ou intermittents. «Devant ces nouvelles exigences, les individus les moins bien dotés en capacités scolaires et professionnelles reçoivent une sorte de vent froid à travers la figure sans vraiment y être préparés, complète le sociologue Franz Schultheis. Ce choc, qui peut être très déstabilisant pour certains, est l'une des raisons qui motivent les votes d'extrême droite,

Quartier de la Servette, mars 2006



brique



Abri de la protection civile des Vollandes, mars 2006

comme nous avons pu le montrer dans le cadre d'une recherche précédente (voir Campus n°73). C'est un risque auquel on s'expose dans un système qui se paie le luxe de permettre aux entreprises d'augmenter leurs bénéfices en laissant toujours plus de cadavres sur la route.»

Les années indécises

De fait, ce durcissement du climat économique complique également l'entrée dans l'âge adulte. Puisqu'il faut rester flexible tout au long de sa vie, le moment qui sépare la fin de la formation et l'entrée dans la vie active est devenu plus flou. Il s'étend pour certains à plusieurs années, durant lesquelles ces personnes ne cotisent pas ou peu pour la prévoyance professionnelle. Cette période n'est en outre pas très favorable à la constitution de ces réseaux de solidarités qui, au travers du voisinage, des collègues ou de la famille,

assuraient autrefois à l'individu un petit supplément de sécurité.

L'absence de ce type de soutiens traditionnels pose d'autant plus problème que le chômage peut aujourd'hui marquer une rupture fondamentale plutôt qu'un accident passager. Car si le marché du travail reste relativement ouvert pour ceux qui bénéficient déjà d'un poste, il est très difficile à pénétrer de l'extérieur. Mieux vaut pourtant ne pas rester trop longtemps sans emploi, car dans ce domaine, les données sont impietables: après six mois de chômage, les chances de retrouver un emploi s'amenuisent considérablement et au-delà de 12 mois, la situation devient extrêmement problématique.

Conséquence, les rangs de l'assurance invalidité, seule alternative légitime au marché de l'emploi, ne cessent de grossir. De nombreuses études ayant par ailleurs montré que le pourcentage de

chômeurs et le nombre de nouveaux invalides souffrant de problèmes de nature psychologique étaient fortement corrélés. «Aujourd'hui, on devient de moins en moins souvent invalide suite à un accident de travail ou parce que l'on est usé physiquement, explique Yves Flückiger. La majorité des nouveaux cas concerne des personnes qui connaissent des difficultés psychologiques (burn-out ou autres) qui se déclarent parfois très tôt et qui supposent ensuite un très long parcours dans l'invalidité.»

Dans un tel contexte, il est impératif de développer les liens entre les différents services impliqués dans l'aide sociale, selon le professeur. De telle sorte que, lorsqu'on met en place des mesures de réinsertion dans le cadre du chômage, celles-ci trouvent une forme de continuité dans le cadre de l'assurance sociale ou de l'assurance invalidité. Pour réaliser des économies dans ce domaine, il ne s'agit d'ailleurs pas tant de faire la chasse aux profiteurs, dont la plupart des études montrent qu'ils restent peu nombreux, que de mettre en place une procédure permettant de détecter beaucoup plus rapidement les futures invalidités. «Dans ce domaine, ajoute le professeur Flückiger, plus on agit tôt et plus l'action est individualisée, plus on est efficace.» ■

Si les bénéfices record des multinationales devraient créer des emplois à haute valeur ajoutée en Suisse, la mondialisation continuera inexorablement de faucher les postes moins qualifiés dans une Europe où la croissance s'est arrêtée il y a plus de dix ans

«Nous allons devoir passer par un régime ar

Le paradoxe est de taille: alors que les entreprises-phares de la Suisse réalisent des profits record, la précarité dans notre pays continue de progresser. Pourquoi les dizaines de milliards de francs de bénéfices dégagés annuellement par UBS, Credit Suisse, Nestlé, Roche, Novartis et consorts ne peuvent-ils pas régler le problème de la pauvreté une fois pour toutes? «Les choses ne sont pas si simples, répond Victoria Curzon Price, professeure au Département d'économie politique.» L'économie suisse ne s'arrête pas à ses frontières. Elle s'inscrit dans un contexte de mondialisation rapide dont la logique et les implications dépendent autant des spécificités helvétiques que du salaire des travailleurs de Chine ou de n'importe quel autre pays émergent. Et si le gouvernement suisse a les moyens d'influencer le premier paramètre, il n'a pour ainsi dire aucune prise sur le second.

«En raison notamment de la taille du pays, les entreprises suisses regardent depuis toujours vers l'extérieur, explique Victoria Curzon Price. Pour tous les secteurs de l'économie, à l'exception de l'agriculture, la mondialisation n'est donc pas un élément nouveau. Cette réalité comporte d'ailleurs des

avantages. Pour des raisons de survie, les entreprises, à tous les points de vue, ont dû et pu se maintenir au meilleur niveau international. Elles se sont spécialisées dans certains secteurs qui sont devenus les piliers de notre économie: pharmacie, chimie, banque, agroalimentaire, tourisme, mécanique de précision, etc. Il est d'ailleurs assez extraordinaire de remarquer le nombre élevé de compagnies multinationales qui ont leur siège en Suisse. Heureusement qu'elles sont là d'ailleurs et qu'elles se portent bien – les chiffres de l'exercice 2005 en témoignent. Bien qu'elles réalisent aujourd'hui la plus grande partie de leurs bénéfices à l'étranger, ces firmes contribuent à la richesse du pays à travers les impôts, la création d'emplois de haute qualification et les dividendes reversés aux actionnaires suisses (c'est-à-dire, entre autres, les deuxième et troisième piliers). Nous pourrions tout aussi bien être un petit pays pauvre.» En fait, les méfaits de la mondialisation touchent surtout les emplois peu qualifiés. Le réveil de l'Asie, mais aussi de l'Amérique latine et dans une moindre mesure de l'Afrique, entraîne un déplacement de ce type de main-d'œuvre hors des frontières suisses. Certains métiers ont d'ailleurs purement et simplement disparu chez nous. «Les travailleurs peu qualifiés sont les

plus exposés à la concurrence mondiale, admet Victoria Curzon Price. Et le péril qui les menace ne fait que s'aggraver avec l'accélération de la mondialisation de l'économie. Nous vivons une période de transition assez rude de ce point de vue qui explique le paradoxe que vit la Suisse, un pays si riche et en même temps si pauvre.»

Des secteurs protégés

Un certain nombre de secteurs demeurent néanmoins protégés de la grande faucheuse de la globalisation. Les employés du bâtiment, de la santé ou de l'éducation subissent en effet une concurrence plutôt locale, contrairement aux ouvriers de Swissmetal à Reconvillers, par exemple, qui produisent des biens échangés sur le marché mondial.

Cela dit, pour Victoria Curzon Price, il n'est pas grand-chose que l'on puisse faire pour modifier le cours du scénario. «La mondialisation s'est brusquement accélérée sans que personne l'ait consciemment voulu ou pu en prévoir les conséquences, note-t-elle. Et maintenant que la machine est lancée, on ne peut plus l'arrêter. Nous sommes montés dans un train express sans savoir où il va, mais duquel il est impossible de descendre. Vouloir freiner la mondialisa-

tion, cela équivaut à se mettre en marge et se priver des progrès et des bénéfices qui en découlent.»

Un seul but: nous rattraper

Les portes du marché étant béantes, le reste du monde, Chine et Inde en tête, n'a qu'un but, c'est de nous rattraper en termes de qualité de vie. Et ça marche. Alors que les taux de croissance de certains pays émergents atteignent les deux chiffres, ceux des pays européens

stagnent depuis quinze ans entre 1 et 1,5%. «Ce n'est pas que l'enrichissement des nations pauvres nous appauvrissent, précise Victoria Curzon Price. Au contraire, l'économie est globalement un jeu à somme positive. Mais la concurrence devient de plus en plus rude. Partout dans le monde, les entreprises (et leurs employés) doivent être de plus en plus alertes et attentives au moindre changement. Etant donné nos schémas de pensée hérités d'une époque plus calme, nous accumulons des résistances aux change-

ments. Du coup, si nous persistons dans nos résistances, il va devenir de plus en plus difficile pour l'Occident de conserver le niveau de vie actuel.» Un niveau de vie qui continue en l'occurrence à grimper ailleurs comme si de rien était.

Pour Victoria Curzon Price, une des conséquences de cette stagnation de la croissance chez nous devra être une évolution urgente du système de sécurité sociale. Une piste serait de mieux cibler l'aide sur les populations les plus agressées par la mondialisation, tout en favorisant la formation continue et la reconversion des travailleurs qui se retrouvent au chômage. «Les gens doivent davantage investir dans leur propre capital», estime-t-elle. Encore plus important est la prévention. Etant donné que les emplois les moins qualifiés sont aussi les plus précaires, il faut assurer la

meilleure formation possible aux jeunes: encourager les études et les apprentissages, réformer les hautes écoles pour les rendre plus efficaces, produire, attirer et garder les cerveaux. Et les milliards de bénéfices des compagnies multinationales? Une partie ne devrait-elle pas être redistribuée en faveur des victimes de la mondialisation? «Ce n'est pas seulement d'argent que nous avons besoin, mais de nouveaux emplois, réplique l'économiste. Nous ne savons pas quels seront les emplois de demain, mais il est sûr qu'ils seront créés grâce à ces bénéfices et par les entreprises. Je concède que jamais autant de richesses n'ont été créées par certaines firmes. N'oublions pas que le marché nous indique qu'elles ont été particulièrement alertes et attentives aux besoins des gens. Les charger d'impôts supplémentaires serait une piètre récompense et leur enverrait un très mauvais signal. Mieux ils réussissent, plus ils sont taxés. Ce serait troquer nos emplois de demain contre des impôts supplémentaires d'aujourd'hui – un très mauvais calcul. Il vaudrait bien mieux que l'Etat réfléchisse aux vraies priorités et passe par un régime amaigrissant.» ■

amaigrissant»



Carnaval d'Onex, février 2005

Les femmes et les enfants en première ligne

Il y a trente ans, la précarité frappait surtout les personnes âgées. Elle touche aujourd'hui principalement des individus qui jouissaient hier d'un certain bien-être: les femmes, les enfants et les jeunes

La précarité s'est trouvée de nouvelles victimes. Dépassant depuis longtemps le cercle restreint des marginaux, elle chassait hier sur les terres de la vieillesse. Le développement de l'AVS et de l'assurance maladie protège aujourd'hui un peu mieux ces catégories. Et même si à l'évidence tout n'est pas rose pour nos retraités, ils semblent moins durement touchés par les récentes mutations de l'économie que d'autres. Au premier rang desquels les femmes, les enfants et les jeunes.

«Partout en Europe, se dessine une même tendance, lourde, massive et indiscutable: les ménages qui comptent le plus d'enfants sont aussi les plus menacés, confirme l'historien Christoph Conrad. Que ce soit en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en Suisse, on voit s'accroître le nombre de jeunes ménages pauvres au milieu des Etats providence les plus développés que l'histoire ait connus.»

S'il atteint aujourd'hui des proportions préoccupantes, le phénomène ne date

sans doute pas d'hier, comme l'explique Jean-Marc Falter, maître assistant au sein du Laboratoire d'économie appliquée et auteur d'une étude sur la pauvreté infantile dans le cadre du PNR 53: «La surreprésentation des femmes dans les franges défavorisées de la population s'explique en partie par l'explosion du nombre de familles monoparentales depuis quelques décennies. Ces personnes ont probablement toujours représenté une catégorie à risque, mais elles étaient autrefois moins nombreuses et donc moins visibles.»

L'adolescence, seuil critique

Les travaux de Jean-Marc Falter semblent toutefois indiquer que le poids des enfants sur le budget des ménages est surévalué pour ce qui est des familles nombreuses. Dans le calcul des statistiques officielles, le nombre d'enfants à charge est en effet additionné de façon linéaire, comme si une cinquième naissance coûtait autant qu'une deuxième, ce qui n'est généralement pas le cas

dans la mesure où certains biens peuvent être réutilisés ou qu'une chambre peut être partagée par plusieurs enfants.

Autre source d'inquiétude majeure que partagent les démocraties occidentales: les difficultés croissantes que rencontrent les jeunes sur le marché du travail. «Le taux de chômage des 20-25 ans est plus





élevé que la moyenne suisse. Et, par conséquent, l'opinion a tendance à se focaliser sur cet aspect, explique l'économiste Yves Flückiger. En sortant de formation, on est en général confronté à un chômage de transition. Ce n'est pas un moment agréable, mais les choses finissent par s'arranger. Ce qui m'inquiète davantage, c'est la situation des 16-19 ans. Le taux de chômage est certes

plus faible pour cette catégorie de la population, mais il est plus préoccupant. En effet, pour les jeunes qui ne parviennent pas à trouver une place d'apprentissage ou qui n'ont pas accès à une formation post-obligatoire, lorsque la rupture est consommée, l'insertion sur le marché du travail devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que se prolonge cette période de latence. Et ce manque total de perspectives est une manière de fabriquer de véritables bombes sociales.»

Identifier les causes

Face à cette problématique cruciale, il n'est toutefois pas aisé de déterminer ce qui relève d'une mécanique sociale et ce qui tient à l'environnement et au milieu socioculturel. «Prenez l'exemple de la formation, explique Jean-Marc Falter. Les diverses analyses menées à partir des données PISA montrent des inégalités très marquées au sein du système scolaire suisse. On sait qu'un enfant qui vit dans une famille où il y a plus de 500 livres dispose en effet de bien meilleures chances de réussite qu'un enfant vivant dans un foyer qui en compte moins de 100. Ce qu'on ignore en revanche, ce sont les causes de cet écart.»

Différentes hypothèses sont évoquées par les scientifiques. D'une part, les familles de milieux aisés seraient en règle générale plus concernées par le devenir de leur enfant et elles y investiraient davantage de ressources; le goût des études ou de la lecture serait également plus prononcé au sein de ces populations. De l'autre, les parents qui disposent d'un revenu plus modeste

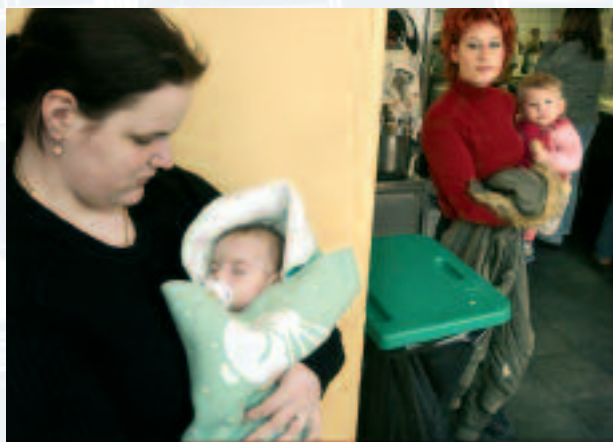


Abri de la protection civile des Vollandes, mars 2006

seraient aussi ceux qui subiraient le plus de stress. Ils auraient par conséquent moins de temps et d'énergie à consacrer à leurs enfants. Enfin, la concentration d'enfants défavorisés provoquerait des effets de groupe défavorables à la réussite scolaire. «Après une longue période de développement, le processus de démocratisation des études risque de subir

un net coup de frein», conclut Jean-Marc Falter. «Dans vingt ou trente ans, le fait d'avoir des parents universitaires ou ouvriers sera davantage un marqueur social qu'aujourd'hui. Les clivages vont s'accroître et cela aura inmanquablement des répercussions sur les prochaines générations.» ■

Ci-dessous et à gauche: Foyer d'accueil pour femmes seules ou avec leurs enfants «au Cœur des Grottes», mars 2006



Chômage, un pou tous contre un

La pauvreté est un état qui dépasse la simple condition économique pour marquer durablement le comportement des individus qui en sont victimes

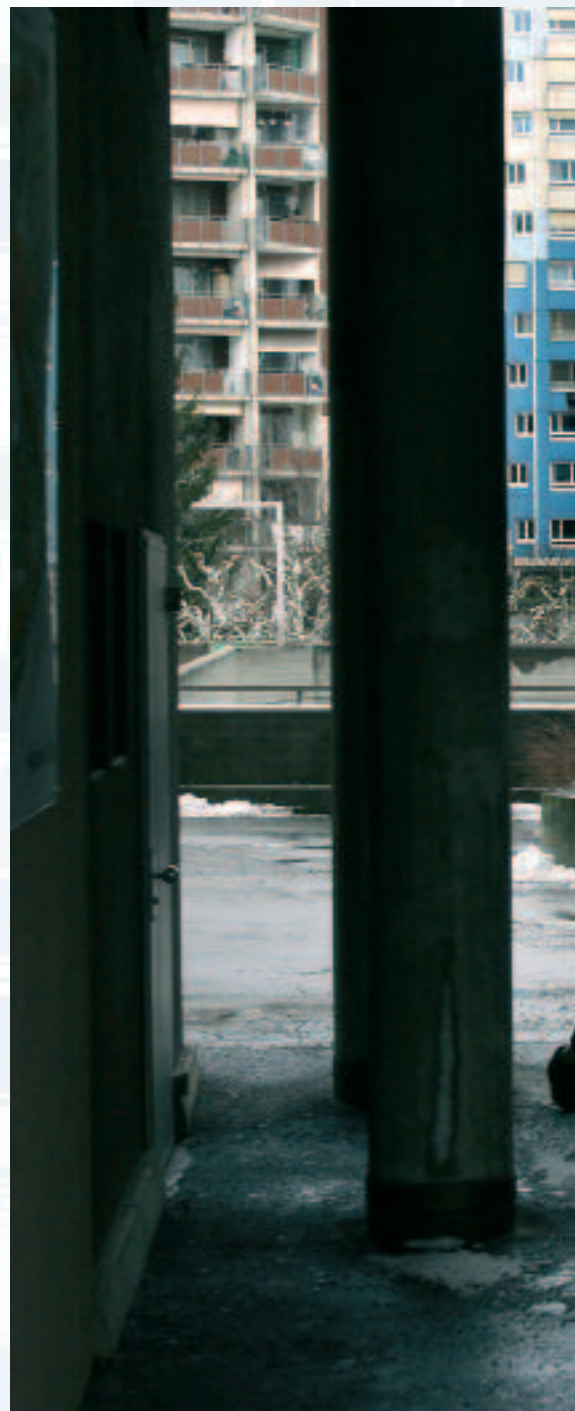
«*Il n'y a que peu de personnes qui viennent nous voir en étant sûres d'elles et en sachant qu'elles ont droit à une prestation. Malheureusement, la plupart ont honte et viennent très tard. Pour beaucoup de gens, il est très humiliant de donner tous les renseignements demandés, en quelque sorte de se déshabiller.*» Ce témoignage émanant de Thomas Bänninger, conseiller municipal à Zollikon a été publié dans le Bulletin du PNR 51 «Intégration et exclusion». Il résume bien le sentiment qui habite nombre de chômeurs. Car si l'opinion aime à mettre en avant les profiteurs, le fait d'être sans emploi reste davantage perçu comme une tare que comme une chance. Isolement, manque de considération, honte, exclusion sont en effet autant de facteurs qui constituent des atteintes potentielles à la dignité d'un individu sans travail.

Un poids dissuasif

«*Ne pas pouvoir se permettre une sortie de temps en temps ou devoir renoncer à envoyer son enfant en classe de neige peut paraître anodin, explique Franz Schultheis, sociologue. Mais, dans les faits, ce genre d'épisode est parfois vécu de façon très pesante. Les recherches que j'ai pu mener en Allemagne confirment que le sentiment de honte est très présent chez les chômeurs. Pour*

une très large part de la population, se retrouver à l'assistance, c'est encore un état misérable qu'il faut fuir comme la peste. Si bien qu'on estime que près d'un million de personnes qui auraient droit à une aide dans ce pays ne la demandent tout simplement pas.»

Dans le même ordre d'idées, des travaux expérimentaux ont permis de montrer que les chômeurs s'estimaient globalement plus heureux dans les régions où ils constituent 20% de la population que dans les régions où ils ne représentent que 1%, le sentiment d'appartenance compensant largement les difficultés que suppose une concurrence accrue. C'est qu'aux yeux de l'opinion, des pouvoirs publics comme des employeurs, ne pas travailler est encore perçu comme un signe de mauvaise volonté ou de faiblesse. Dans une économie fondée sur le principe de l'offre et de la demande, le chômage n'a pourtant rien de honteux. Selon Jean-Marc Falter, c'est même une condition indispensable au bon fonctionnement de l'économie. «*Chaque année, 10% des emplois sont détruits et 10% sont créés, explique le chercheur. Il faut donc impérativement un peu de souplesse pour que le système puisse fonctionner. S'il reste transitoire, le chômage constitue donc une étape très utile à l'ensemble de la société.*



r tous,

Mais il faut en assumer le coût. Il serait tout à fait anormal que la collectivité laisse sur la touche ceux qui subissent les aléas de l'économie de marché, alors que cette dernière profite au plus grand nombre.»

D'autant que, contrairement à ce que voudrait la vox populi, chômeur rime rarement avec fainéant. Vivre dans la précarité occupe en effet beaucoup: il faut compter, faire des kilomètres pour trouver les produits au meilleur marché, faire la queue devant les guichets des offices sociaux. Le reste du temps, on le passe souvent chez soi, parce qu'on a trop honte pour se montrer dans la rue. ■

Une forme de privatisation de la pauvreté qui peut donner l'illusion que le problème n'existe pas puisqu'il n'est pas visible. A relever enfin que ce n'est pas parce qu'on manque d'argent qu'on le dépense bien. «*Les gens pauvres ont souvent une façon peu économique de dépenser leurs revenus*, explique Franz Schultheis. *La précarité peut pousser à des dépenses irrationnelles ou à des conduites peu prévoyantes. C'est d'ailleurs parmi ces populations que les comportements à risque – alcoolisme, tabagisme, toxicomanie, absence de planning familial – sont les plus fréquents.*»

Les Avanchets, mars 2006



Bâti au cours des Trente Glorieuses, le système social suisse fait pour certains figure de modèle à suivre. D'autres mettent l'accent sur ses nombreux dysfonctionnements en suggérant que l'on réinvente notre rapport au travail

La Confédération consacre aujourd'hui près de 130 milliards de francs par an aux prestations sociales. Longtemps à la traîne de ses voisins européens, la Suisse a aujourd'hui rattrapé son retard dans ce domaine pour se hisser parmi les pays les plus généreux du Vieux Continent, au même titre que l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne ou la France. Si bien que le système social suisse, singulier mélange d'acteurs étatiques et d'institutions privées, permet aujourd'hui en théorie de couvrir entre 80 et 95% de la population, proportion jamais atteinte par le passé.

Mais d'où vient l'idée que l'Etat a charge d'assumer le bien-être de ses concitoyens? Historiquement, le terme d'«Etat providence» apparaît dans la langue française pour dénoncer les travers paternalistes des Jacobins, puis du régime napoléonien. C'est durant les Trente Glorieuses que le terme prend son acception actuelle avec la mise en place de l'immense majorité des systèmes de protection sociale que nous connaissons aujourd'hui. A titre d'exemple, c'est en 1947 que la Suisse adopte la loi sur l'assurance vieillesse et survivants (AVS). L'idée qui s'impose alors est que l'autorité publique doit être en mesure non seulement d'assurer la survie des citoyens, mais encore de garantir une certaine justice sociale en permettant la pleine participation de chacun à la vie économique et associative.

Renforcer la cohésion

Dans le dispositif qui se met alors lentement en place, l'Etat est le régulateur et le garant du système, mais il n'est pas forcément le seul acteur. Autour de l'administration publique gravitent en effet nombre d'instances semi-publiques ou privées (associations philanthropiques, églises, syndicats, caisses maladie, assu-

rances, etc.). *«Ce trait qui est particulièrement accentué en Suisse passait pour une tare il y a trente ans, explique l'historien Christoph Conrad. Mais aujourd'hui, il est cité en modèle par certains, comme le professeur Opielka (lire ci-contre). Il est vrai que ce modèle semble bien fonctionner pour les retraites, les personnes qui tombent malades en cours d'emploi ou celles qui sont confrontées à un chômage temporaire par exemple. Par contre, il pourrait sans doute être plus efficace pour ceux qui ne sont pas pleinement intégrés dans la société ou le marché du travail.»*

«Une partie du problème vient du fait que nos assurances sociales sont totalement parcellisées, poursuit Yves Flückiger, professeur d'économie politique. De ce point de vue, le fédéralisme complique singulièrement les choses tant il est vrai qu'il n'est pas toujours facile de s'y retrouver dans l'écheveau formé par les services communaux,

cantonaux et nationaux. L'assurance chômage, invalidité et l'aide sociale se sont développées parallèlement, de manière presque indépendante, comme si ces mondes étaient séparés. Or ce n'est pas le cas. De plus, ce mode de fonctionnement fait qu'aujourd'hui, l'Etat ne sait plus vraiment combien il donne, ni à qui, ce qui ouvre la porte à tous les abus. Pour le rendre cohérent, il faudrait pouvoir réformer l'ensemble du système.»

Revaloriser le travail

Parmi les solutions qui pourraient permettre aux plus démunis d'envisager l'avenir sous un jour meilleur, la question de l'augmentation des salaires fait depuis longtemps débat. Non sans raison: *«Sur le plan de la fiscalité des très faibles revenus, la Suisse est un des pires pays de l'OCDE, explique Jean-Marc Falter, du Laboratoire d'économie appliquée. Une augmentation de revenu est souvent*

Repenser l'Etat

Rues Basses à Genève, mars 2006





Abri de la protection civile
des Vollandes, mars 2006

La Suisse modèle d'avant-garde?

La Suisse représente-t-elle un modèle à part sur le plan des prestations sociales? C'est du moins la thèse que défend le professeur Michael Opielka, professeur de politique sociale à la Haute Ecole spécialisée d'Iéna. Selon le chercheur allemand, notre pays se distinguerait en effet à la fois du modèle libéral anglo-saxon (où la couverture sociale dépend essentiellement de l'emploi) et des pays scandinaves (où c'est l'Etat qui assume la protection de l'ensemble des citoyens) en incarnant une exception annonciatrice d'une nouvelle façon de penser l'Etat providence.

Ce qui caractérise le système suisse selon Opielka, c'est son fort caractère «garantiste». Une orientation qui implique d'une part que les droits et devoirs sociopolitiques des citoyens soient liés au statut de citoyen et non à celui de salarié et, de l'autre, que l'accès à toutes les sphères d'activités de la société soit reconnu comme un droit fondamental pour l'ensemble des membres de la collectivité. La Suisse, poursuit le chercheur, s'est considérablement rapprochée du modèle citoyen ces vingt dernières années, principalement par le biais de l'introduction de la LAmal. La base des assurés AVS est par ailleurs beaucoup plus large que dans la plupart des pays comparables, ce qui constitue un élément important de «garantie citoyenne». Un jugement confirmé par la Banque mondiale, qui considère pour sa part que le système suisse des trois piliers est un modèle à suivre dans le monde entier en matière de durabilité économique et de protection contre le vieillissement démographique.

PNR 51 Intégration et exclusion, Bulletin n°2, décembre 2005, www.pnr51.ch

t providence

accompagnée d'une diminution de l'aide sociale à laquelle ces personnes ont droit, ce qui signifie que le gain net d'une activité rémunérée est parfois proche de zéro, constat qui rend le travail fort peu attractif. C'est la fameuse trappe à la pauvreté.»

Seulement voilà, l'augmentation des salaires est du ressort de l'économie privée, l'Etat n'ayant pas vraiment les moyens de faire pression en la matière sans risquer de prêter la compétitivité de nos entreprises sur le marché international. Et quand bien même pourrait-on s'affranchir de cet écueil, la marge de manœuvre resterait malgré tout limitée par le fonctionnement du marché du travail. *«Dans certains cas, l'introduction d'un salaire minimum ne va pas mettre en péril l'emploi et pourrait même*

théoriquement l'augmenter. C'est ce que l'on observe dans les situations où les employeurs sont en mesure d'imposer des salaires très bas, explique Jean-Marc Falter. Il faut cependant reconnaître qu'à partir d'un certain seuil, l'introduction d'une telle mesure a une influence négative sur l'emploi quel que soit le fonctionnement du marché du travail. Donc avant d'agir, il faut savoir où l'on met les pieds et dans quelle situation l'on se trouve.»

Pour intervenir de façon réellement efficace, il vaudrait donc sans doute mieux tenter de redonner au travail salarié une réelle attractivité. La généralisation de ce qu'on appelait hier encore des emplois atypiques (temps partiel, travail sur appel...) fait que la reprise d'un emploi n'est désormais plus →



Plus d'équité, c'est plus de croissance

Nombre de spécialistes de l'économie ont longtemps considéré que l'équité et l'efficacité étaient des notions antinomiques. A en croire la Banque mondiale, rien n'est plus faux. Selon son chef économiste et premier vice-président, François Bourguignon (qui est également docteur honoris causa de l'Université de Genève depuis 2005), la croissance des inégalités constituerait en fait un frein

à la croissance économique. Selon les auteurs du *Rapport sur le développement dans le monde 2006* de la Banque mondiale, l'accroissement de l'équité dans une société donnée est un élément qui favorise souvent des investissements accrus et plus productifs, ce qui entraîne une croissance plus soutenue. A l'opposé, le document montre que les inégalités très profondes qui existent, d'un pays à l'autre et au sein

d'un même pays, sur le plan des richesses et des opportunités contribuent à maintenir dans une situation d'extrême dénuement une partie souvent importante des populations concernées. L'objectif, souligne l'institution, n'est pas tant de parvenir à une égalité des revenus, que d'encourager un meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation, aux emplois, aux capitaux et aux droits fonciers et aux libertés

politiques. «L'équité est complémentaire de la poursuite de la prospérité à long terme, écrit ainsi François Bourguignon. Un surcroît d'équité est bénéfique à double titre pour la réduction de la pauvreté: il tend à favoriser un développement soutenu au niveau général, et procure des opportunités accrues aux segments les plus pauvres du corps social.»

web.worldbank.org



Abri de la protection civile des Vollandes,
mars 2006

Plutôt que de faire dépendre l'assistance du fait d'avoir un travail ou non, il pourrait par ailleurs s'avérer judicieux de soutenir ces personnes qui, tout en travaillant, ne parviennent pas ou difficilement à joindre les deux bouts. «L'assistance fonctionne aujourd'hui selon une logique de tout ou rien, car elle repose essentiellement sur des seuils de revenus, développe Jean-Marc Falter. Elle n'est pas adaptée à des personnes qui souhaitent travailler alors qu'une action plus progressive de l'Etat pourrait être bénéfique car elle permettrait aussi bien de réduire la pauvreté que d'augmenter le volume de travail.» A cet égard, des études empiriques ont permis

de montrer que l'octroi de crédits d'impôts, de déductions fiscales ou de primes de retour à l'emploi serait plus efficace que l'introduction d'un salaire minimum.

Le plein emploi,
et après ?

De façon plus fondamentale, une réflexion sur le rapport que nous entretenons au travail paraît inéluctable à moyen terme. Valeur sacro-sainte depuis des générations dans nos sociétés industrialisées, la fonction professionnelle demeure un point de repère central. Source de revenus, le travail produit en effet aussi de la légitimité, de la socialisation et de l'identité. C'est le lieu où se créent des amitiés et où l'on rencontre souvent son futur conjoint.

«Aujourd'hui, si un individu n'arrive pas à s'insérer dans une activité rémunérée et durable, on considère qu'il a raté son intégration, constate Christoph Conrad. Le plein emploi est mort depuis les années 1970 et il est largement temps de trouver un autre modèle de bonheur que celui basé sur un emploi à plein temps permettant de nourrir

un ménage pendant trente ou quarante ans et qui correspond de moins en moins à une réalité. Rien n'empêche d'imaginer un autre type d'activité pouvant être plein de sens sans obéir strictement à la logique du marché: le travail volontaire, l'engagement associatif, la reconnaissance des tâches éducatives au sein de la famille.»

«La Suisse a posé d'ailleurs un premier jalon dans cette voie en introduisant, dans l'AVS, un bonus éducatif et d'assistance qui crée des droits à des prestations futures», renchérit Yves Flückiger. Cette suggestion d'autant plus légitime que les énormes

«L'assistance n'est pas adaptée aux personnes qui souhaitent travailler»

gains de productivité réalisés tout au long du XX^e siècle ont entraîné une redistribution du temps de la vie. La période enfance-jeunesse s'est en effet considérablement allongée, ce qui permet davantage de loisirs, de liberté et de temps pour la formation. C'est un choix de société qui permet de libérer du travail rémunéré un quart de l'existence environ. A l'autre bout de l'existence, on retrouve le même processus, la retraite s'étant elle aussi considérablement étendue. Cette évolution repose essentiellement sur une explosion de la productivité qui fait que la part de nos vies consacrée à une activité rémunérée représente aujourd'hui moins de la moitié de la durée de vie moyenne. «Aujourd'hui, avec trente-cinq ans de travail de temps plein, on peut financer septante-cinq ans de vie, remarque Christoph Conrad. C'est un beau résultat, mais pour le préserver, il est indispensable de parvenir à maintenir l'équilibre entre ceux qui produisent et ceux qui ne produisent pas.» ■

forcément synonyme de gains supplémentaires. Avec un salaire de 3500 ou 4000 francs, déduction faite des déplacements, des diverses cotisations et éventuellement de la garde des enfants, on peut en effet se retrouver à la fin du mois avec moins d'argent que si l'on ne travaillait pas. «Il me semble capital que les personnes qui veulent et qui peuvent retrouver un emploi soient réellement incitées à le faire, argumente Yves Flückiger. Dans cette optique, on peut imaginer de proposer des primes de retour à l'emploi ou diminuer progressivement les aides sociales, au fur et à mesure que le revenu de l'activité s'accroît, plutôt que de les couper du jour au lendemain comme c'est le cas aujourd'hui.»